

22 mai : toutes les raisons de manifester ensemble

Services publics

ZONE A DEFENDRE

La manifestation du 22 mai réunira l'ensemble des agent-es publics ainsi que toutes celles et ceux hors de la fonction publique qui décideront de faire de cette journée un temps fort de mobilisation sociale. Les attaques du gouvernement contre les travailleurs et travailleuses se multiplient tous azimuts. Le mouvement des cheminot-es qui marque l'actualité nous montre que leur lutte concerne tou-tes les salarié-es dans la défense de leurs conditions de travail.

Dans le public, les objectifs sont d'emblée fixés : gel du point d'indice, 120 000 suppressions de postes, recours massif aux emplois précaires, remise en cause du statut des fonctionnaires.

Les suppressions de postes annoncées sont une déclaration de guerre aux agent-es de la fonction publique et à toute la population, au moment où les services publics connaissent une situation dramatique du fait des manques d'effectifs dans les hôpitaux, les Ehpad, l'éducation, etc.

Qu'il s'agisse d'un grand plan de départs dits volontaires ou du non-remplacement des départs en retraite, **le travail reposera sur encore moins de monde et les conditions de travail se dégraderont encore. Au-delà, c'est bien sûr un nouveau coup porté aux milieux populaires touchés par le chômage – 120 000 jeunes en plus qui ne trouveront pas de travail – et par la dégradation continue des services publics.**

Dès septembre, le gouvernement envisageait que l'État « *réduise le périmètre de l'action publique* » en abandonnant certaines missions, c'est-à-dire en les transférant au secteur privé. Or, le fonctionnement des entreprises privées repose sur la logique du profit et non sur l'intérêt général ce qui aura pour conséquence de dégrader mécaniquement le service rendu et les conditions de travail des salarié-es.

Le gouvernement a déclaré qu'il voulait « *sortir du carcan statutaire* ». Son projet est clair : remettre en cause le statut des fonctionnaires, se donner les moyens de licencier

ou de faire démissionner des travailleurs et des travailleuses qui, jusqu'à présent, pouvaient penser être protégé-es par leur statut.

Or, il faut le rappeler, le statut a pour premier objet d'assurer un traitement égal et impartial des usagers. Il n'a pas été mis en place au bénéfice des fonctionnaires, mais bien au contraire pour le service public, pour garantir l'indépendance des fonctionnaires et l'égalité de traitement des usagers.

Au ministère de la Culture, Sud Culture s'oppose au projet Camus et au plan Action publique 2022 qui dégradent encore un peu plus les conditions de travail des agents et le sens de leurs missions.

Le **projet immobilier dénommé Camus**, qui consiste à passer de 7 sites à 3 sites pour les agent-es d'administration centrale est un autre facteur de dégradation des conditions de travail : densification des espaces, travaux et déménagements incessants, restructurations des services avec pour corollaire la réduction des effectifs...

Avec **Action publique 2022**, l'administration va encore plus loin dans le démantèlement des services du ministère avec pour seul objectif les économies budgétaires, la suppression des postes et la remise en cause des politiques du ministère, depuis les missions régaliennes des archives nationales aux politiques de soutien à la création sur tous les territoires.

Tous les personnels aussi bien du privé ou du public sont concernés, dans leur travail ou en tant qu'usagères et usagers.

Pour Macron et les milieux patronaux qui l'entourent et l'inspirent, moderniser la fonction publique, c'est précariser l'ensemble de ses salarié-es.



Salarié-es, retraité-es, chômeurs/euses, Macron fait la guerre sur tous les fronts.

Ensembles ripostons !

Amplifions nos luttes : Pour les services publics, nos biens communs, notre

richesse, nos zones à défendre ; Pour nos salaires et nos pensions, dans les entreprises et les services, où se crée la richesse ; Pour la liberté d'expression, de lutter, de revendiquer, d'agir et de créer notre avenir...

Trajet/Parcours : Départ 14h place de la république
(à confirmer)

[22 mai SUD Culture](#)